

Congrès international Europ'age des seniors : pour les anciens, le numérique doit être simplifié



Selon la Fédération allemande des organisations de seniors (BAGSO), la numérisation croissante par smartphone et Internet au lieu du téléphone et des visites personnelles aux administrations freine de plus en plus la participation des personnes âgées dans la société. Lors d'un congrès international des seniors sur le thème de l'âgisme, la présidente de la BAGSO et ancienne ministre sarroise des Affaires sociales Regina Görner (CDU) a donc demandé vendredi à Sarrebruck de créer pour les personnes âgées des accès à la communication techniquement beaucoup plus faciles à utiliser, par exemple par empreinte digitale plutôt que par mot de passe. En outre, les seniors devraient toujours avoir la possibilité de remplir leur déclaration

d'impôts sur papier, de ne pas réserver leurs entrées à la piscine et aux manifestations uniquement en ligne et de continuer à pouvoir retirer de l'argent en espèces à proximité.

Dans le cadre de la campagne « Vivre sans Internet – est-ce encore possible ? » lancée par la BAGSO à Bonn, Görner a lancé un appel à toutes les personnes âgées pour qu'elles se rendent elles-mêmes dans les caisses d'épargne, les théâtres, aux impôts ou autres afin de revendiquer leurs droits à la participation, même sans accès en ligne. Parallèlement, la directrice de 130 organisations de seniors en Allemagne a plaidé pour que l'on utilise davantage les connaissances techniques et la curiosité des jeunes dans la société, ainsi que les ressources encore loin d'être épuisées des personnes âgées et de leur expérience professionnelle, selon la devise « Jung hilft alt – alt hilft jung » (les jeunes aident les vieux – les jeunes aident les jeunes).



@JeannotClément

La secrétaire d'Etat au ministère sarrois des Affaires sociales, Bettina Altesleben (SPD), a fait état d'une étude récente selon laquelle un tiers des citoyens allemands pensent que les seniors devraient laisser la place à la jeune génération. Et selon ce sondage, 51 pour cent sont favorables à ce que les personnes n'occupent des fonctions politiques que jusqu'à un certain âge. « Ces chiffres m'ont touché », a souligné Altesleben : « Nous devons corriger certaines images stéréotypées de l'âge dans notre esprit et, en tant que gouvernement, renforcer la participation des personnes âgées à la société ».

Altesleben a parrainé le congrès de Sarrebruck, organisé par le tout nouveau Conseil des seniors de la Grande Région CSGR (créé le 27 avril à Schengen/Luxembourg) et l'association des seniors Europ'age Saar-Lor-Lux, qui a réuni à Sarrebruck plus de 100 représentants d'associations de seniors de Sarre, de Rhénanie-Palatinat, de Lorraine française, du Luxembourg et de Wallonie/Belgique. Tous ont déploré les discriminations dont sont victimes les personnes âgées dans le domaine de la santé, dans la vie administrative ou encore dans les dernières réflexions au sein de l'UE sur l'introduction de l'examen du permis de conduire à partir de 70 ans et de l'euro numérique.

La présidente d'EUROP'age, Esther Ribic, a déclaré que les jeunes et les aînés ne doivent pas se laisser diviser et qu'ils devaient travailler ensemble à façonner une nouvelle image de l'âge dans la société qui, un jour ou l'autre, concernera tout le monde. Le président du Conseil des seniors de la Grande Région, Romain Maurer (Luxembourg), a cité les domaines du logement, de la paupérisation, de la numérisation, de la santé et des soins, y compris la solitude et l'exclusion, comme problèmes transfrontaliers de nombreuses personnes âgées. Il a demandé une nouvelle façon de penser l'âge. Mais il a également plaidé pour qu'à l'avenir, les personnes âgées s'investissent encore plus dans la société avec toutes leurs capacités, y compris à titre bénévole.

Le vice-président du département français de la Moselle et délégué aux relations internationales dans la Grande Région, Gilbert Schuh, a promis de continuer à soutenir financièrement le projet du Conseil des seniors CSGR et d'Europ'age, issu d'un programme Interreg de l'UE intitulé « Senior activ ». Le député Christian Simon, de Belgique-Wallonie, a demandé que l'on fasse davantage pour lutter contre la discrimination des personnes âgées dans le domaine des soins. Dans sa région, a-t-il expliqué, il existe des espaces publics numériques où les personnes âgées peuvent s'adonner à des activités ludiques pour relever les nouveaux défis posés par les smartphones, Internet et autres.

L'adjoint Antoine Sprenger de Forbach/Lorraine a plaidé pour davantage de possibilités et plus de simplicité pour les consultations médicales de part et d'autre de la frontière. La fermeture des frontières, comme cela a été le cas pendant la période Corona, n'est pas la bonne solution. Il faudrait également permettre aux médecins de se rendre à nouveau plus souvent au domicile des personnes âgées. Lothar Arnold, vice-président du conseil des seniors du Land de Sarre, et Helmut Giesen, vice-président de la représentation des seniors du Land de Rhénanie-Palatinat, ont souligné que les représentations des seniors devaient insister pour que les politiques reconnaissent qu'« ici, il y a besoin d'agir ».

Auteur : Udo Lorenz